

Julien Aubert : « Mais pourquoi nous sommes-nous entêtés à investir dans les énergies renouvelables alors que c'est à fonds perdus depuis 20 ans ? »



Les Républicains ont accepté le principe d'une commission d'enquête ayant attrait à la fiscalité écologique à l'Assemblée Nationale. Elle a notamment pour but de travailler sur l'efficacité des subventions publiques allouées au développement des énergies renouvelables.

Avec Julien
Aubert

Atlantico : Quel est l'objectif de cette commission d'enquête ? Quels points nécessitent selon vous des éclaircissements ?

Julien Aubert : Déjà il faut préciser que la commission d'enquête a été actée par le groupe des Républicains et qu'elle n'a pas été formellement posée sur le bureau des présidents de l'Assemblée. Le dépôt sera fait mardi prochain. L'idée de cette commission a montré qu'il y avait un problème de consentement sur la fiscalité verte et la transition écologique. Une certaine opacité règne sur l'argent qu'on prélève, notamment sur le carburant. On peut d'ailleurs se demander pourquoi ce qui est prélevé au nom de la planète ne repart pas directement à la planète. Nous avons une première interrogation là-dessus.

La seconde est qu'au nom de l'écologie, on a, il semblerait, des factures importantes voire des gabegies. On peut se poser la question dans des domaines comme l'éolien qui a coûté des dizaines de milliards d'euros pour produire des parts d'électricité assez faibles. Nous avons besoin de regarder pourquoi depuis 20 ans on s'entête à investir à fond perdu dans ces énergies tout en détériorant notre nucléaire.

Troisièmement, nous nous demandons si le fameux tuyau ne serait pas un peu percé. Car il semblerait qu'il y ait tout un écosystème de cabinets et de consultants qui ont grandement prospéré à l'ombre de cette transition écologique, voire des gens qui ont fait des fortunes. Il s'agit là aussi de faire toute la lumière là-dessus.

Il est difficile de dissocier cette proposition du mouvement des Gilets jaunes. Auriez-vous demandé cette commission d'enquête dans un autre contexte ? Dans ce cas-là, pourquoi pas avant, la taxe carbone existe depuis 2014 ?

J'avais déposé une première version de la dite commission en juin avant le mouvement des gilets jaunes, où il y avait à peu près les mêmes éléments. Il est vrai qu'avec la crise des Gilets jaunes, la critique que je faisais de la transition écologique qui était jusque-là théorique a trouvé un écho dans la colère du peuple français, qui était probablement plus d'accord avec moi qu'avec certains ayatollahs verts qui persistent à vouloir rééduquer comportementalement les gens. Ensuite, le fait d'avoir travaillé comme rapporteur spécial sur l'énergie avec différents secteurs a fait que d'autres informations me sont remontées, de gens qui luttent contre les éoliennes et sur lesquels on « passe » au bulldozer en ignorant leurs revendications. Avec des informations venant de gens choqués

par tel ou tel dossier.

Et je crois qu'il y a plus généralement une question de pouvoir d'achat parce qu'il y a un côté anti-redistributif dans la transition verte.

La PPE a été présentée vendredi dernier. Comment la considérez vous ?

Comme une folie. Vous avez encore et toujours les mêmes éléments : augmentation de la part de l'éolien, dont on sait très bien qu'il n'est pas bon pour l'emprunte carbone. D'ailleurs on le voit : l'année dernière, la part du nucléaire a baissé et on a eu une augmentation des émissions de CO2. Donc si l'idée était de sauver la planète, on en prend le chemin inverse. On prévoit malgré cela une augmentation de l'éolien, du photovoltaïque, des fermetures de centrales. C'est quelque part une perte d'outils industriels. Nous avons, avec la moitié du groupe LR, signé un article dans Challenges en novembre qui s'appelait les « Douze travaux d'Hercule de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie où nous proposons une vision alternative, plus centrée sur la réduction de la dépendance au fossile, la souveraineté énergétique et une forme de flexibilité par rapport aux aléas, parce qu'on voit bien que la contribution climat énergie, ce qui l'a perdue, c'est la lucidité, le fait d'être très rigide et malgré une augmentation du prix de l'essence, que le gouvernement était incapable de revoir sa copie.